

**Arrêté du ministre de la pêche maritime n° 01-04 du 2 kaada 1424
(26 décembre 2003) relatif à l'interdiction temporaire de
pêche des céphalopodes et des espèces démersales associées
dans certaines zones maritimes de l'Atlantique Sud.**

LE MINISTRE DE LA PÊCHE MARITIME,

Vu le dahir portant loi n° 1-73-255 du 27 chaoual 1393
(23 novembre 1973), notamment ses articles 6 alinéa 2 et 34 ;

Considérant la réduction importante des stocks de
céphalopodes dans les zones maritimes comprises entre Laâyoune
et Lagouira ;

Après avis de l'Institut national de recherche halieutique ;

Après consultation des chambres des pêches maritimes et leur fédération,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La pêche des céphalopodes et des autres espèces démersales associées susceptibles d'être capturées à l'occasion de ladite pêche est interdite, quels que soient les navires et les engins de pêche utilisés, du 1^{er} janvier au 30 avril 2004, inclus, dans les zones maritimes comprises entre les parallèles 27°00' Nord (Laâyoune) et 20°50' Nord (Lagouira).

Toutefois, la pêche des espèces démersales autres que les céphalopodes reste autorisée dans les zones maritimes comprises entre les parallèles 27°00' Nord (Laâyoune) et 26°00' (Boujdour) et les parallèles 23°37'5'' Nord (El Argoub) et 20°50' Nord (Lagouira), lorsqu'elle est pratiquée par des barques d'une jauge brute inférieure ou égale à deux (2) unités de jauge, et utilisant des engins de pêche autres que les poulpiers tels que définis par la réglementation en vigueur ou des engins similaires, et les lignes portant un ou plusieurs niveaux d'hameçons assemblés le long de ladite ligne sous forme de grappins appelés « turluttes ».

ART. 2. – Tous les navires concernés par les mesures d'interdiction prévues à l'article premier alinéa premier ci-dessus, doivent signaler leur position au ministère de la pêche maritime soit par radio selon les codes réglementaires habituels en vigueur, soit par tout autre moyen de communication permettant l'enregistrement de l'information donnée.

Les patrons des barques devant bénéficier des mesures prévues à l'article premier alinéa 2 ci-dessus doivent débarquer le produit de leur pêche dans les ports ou les points de débarquement aménagés à cet effet et mentionnés sur la licence de pêche qui leur est délivrée.

ART. 3. – Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 kaada 1424 (26 décembre 2003).

TAYEB RHAFES.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5176 du 15 kaada 1424 (8 janvier 2004).